

Dans la société traditionnelle marocaine, l'immigré demeure le principal pourvoyeur financier qui, en s'exilant à l'étranger, prend la responsabilité de subvenir aux besoins de sa famille tout en payant un seul prix : s'éloigner de celle-ci. Cet éloignement engendre aussi bien un malaise et une culpabilité d'avoir quitté les siens, qu'un stress lié à la rencontre d'une nouvelle culture et à la confrontation de nouveaux modes de vie.

Aussi, cet exil mène-t-il à l'isolement et à la perte du réseau social élargi. En effet, l'immigré perd sa famille, ses amis, et son entourage et se prive, de ce fait, des soutiens affectifs et émotionnels dont il a bénéficié dans son pays d'origine, ce qui le pousse à tout reconstruire dans sa nouvelle société d'installation.

De plus, cette immigration engendre une perte de repères. En effet, la rencontre de deux cultures différentes et parfois même contradictoires demeure une difficulté de taille. La culture marocaine, conservatrice et traditionnelle, recommandant valeurs et attachement aux rôles familiaux traditionnels, se trouve en dichotomie avec la culture belge, moderne et égalitaire défendant les structures familiales occidentales plutôt individualistes.

Cette situation suscitant la rencontre directe et continue entre deux cultures incompatibles pourrait être une situation d'insécurité psychologique à laquelle s'ajoutent d'autres entraves telles que la difficulté de communication, les statuts socio-économiques inférieurs, le bouleversement des habitudes et coutumes, l'éloignement de l'entourage habituel, le contact avec de nouvelles valeurs, etc. Il s'agit de la rencontre de certaines barrières qui rendent l'adaptation des immigrés marocains installés en Belgique difficile, voire inaccomplie, vu qu'ils vivent dans un inconnu à différentes facettes.

Ce malaise vécu par ces immigrés dans leur nouvel espace pourrait impliquer certaines formes de tension et d'anxiété qui se manifestent par le repli dans la communauté d'origine et/ou la séparation avec la communauté d'accueil. Ce retrait pourrait être une façon de protéger et de sécuriser un système d'origine contre un nouveau milieu inhabituel, étranger et hostile.

Par ailleurs, les immigrés marocains installés en Belgique ont déployé certaines stratégies adaptatives, et ce, en guise d'ouverture à la société d'accueil. Nous soulevons la constitution d'associations, particulièrement de type religieuses, qui leur ont permis la formation d'une communauté de valeurs et l'instauration de relations avec le pays d'accueil. Il s'agit de leur participation citoyenne à travers la religion et qui s'est concrétisée par leur dotation d'espaces d'ouverture et d'exercice politique. Leur but est de sentir en sécurité dans un groupe d'appartenance et de favoriser l'intégration dans la société d'accueil. En effet, ces associations donnant droit à l'expression, à la participation, à la visibilité, à la reconnaissance, etc. étaient des lieux permettant l'insertion d'une génération socialement fragilisée par sa reconnaissance comme composante de la société belge. De surcroît, la concrétisation de projets associatifs a encouragé cette génération, et même les générations subséquentes, à faire preuve de solidarités concrètes permettant le vivre ensemble et allant contre l'exclusion, le repli sur soi et la méfiance à l'égard de l'autre.

Ainsi, ces associations religieuses, en enclenchant des projets d'engagement développés particulièrement avec le renoncement au projet du retour au pays d'origine, ont favorisé l'effilochement du sentiment d'insécurité et d'instabilité pour donner lieu aux sentiments d'appartenance, de sécurité et de légitimité les amenant à intervenir dans l'espace public.

Cet engagement ethnique, nous l'avons analysé à la lumière de certaines trajectoires de ces immigrés marocains installés en Belgique, et ce, à l'aide de la combinaison des méthodes de récit de vie et de la phénoménologie. Ainsi, avons-nous pénétré dans le « jardin secret » des participants pour en tirer des perceptions subjectives qui nous ont guidés à la compréhension du sens de leurs engagements telle une stratégie de résilience. Celle-ci a nécessité le déploiement d'efforts et d'investissements visant l'adaptation à leurs nouvelles conditions de vie avec une seule et unique visée, celle du « vivre ensemble » dans la dignité et la légitimité.